

Activisme en ligne et ancrages locaux

Par Geoffrey Pleyers, chercheur FNRS et professeur de sociologie à l'Université Catholique de Louvain et à l'EHESS (Paris). Il est l'auteur de « Alter-Globalization. Becoming actors in the global age », Cambridge: Polity. Le texte reprend, en le complétant, l'article publié dans Réseaux 2013/5 (n° 181).

Internet et les réseaux sociaux ont favorisé les connexions et la diffusion des formes, pratiques et messages des mouvements démocratiques au niveau national et international (Castells, 2012 ; Pleyers & Glasius, 2013). Les mobilisations qui ont marqué la première partie des années 2010 auraient été bien différentes sans l'explosion du nombre d'utilisateurs d'Internet dans le monde arabe, et particulièrement en Egypte et en Russie ou sans les jeunes activistes qui ont diffusé leurs images et leurs revendications sur YouTube et Facebook, « twittant » en direct les manifestations, leur répression ou les assemblées des campements activistes. L'Etat Islamique n'aurait probablement pas recruté autant de jeunes Occidentaux sans la propagande en ligne. Cependant, pour comprendre le rôle d'Internet dans les « révolutions arabes », les mouvements des indignés et Occupy ou les mouvements démocratiques en Russie, en Turquie et au Brésil, il faut dépasser les oppositions binaires entre le monde « virtuel » du cyberactivisme et le monde « réel » des mobilisations dans les rues et sur les places. Activisme en ligne et ancrage territorial, connexions globales et cadres nationaux, usages des media alternatifs et références aux mass media sont articulés plutôt qu'opposés. Avec quelques années de recul sur les mouvements du début des années 2010, nous sommes moins enclins à parler de « révolutions 2.0 » et de « mouvements twitter ». Sans nier l'importance d'Internet, trois constats s'imposent à nous :

L'usage d'Internet n'a pas conduit à une domination des actions et mouvements virtuels qui auraient pris le pas sur les mobilisations dans « l'espace physique ». Au contraire, dans les « mouvements des années 2010 », l'occupation d'espaces publics urbains, et en particulier de places symboliques, est au cœur de ces mouvements.

Alors qu'Internet est un espace virtuel global, les usages des réseaux sociaux par les activistes ont davantage contribué à construire des mouvements nationaux, voire locaux.

Les réseaux sociaux et Internet n'ont pas remplacé les mass media. C'est quand ils se sont articulés à ces derniers que les media alternatifs militants ont eu le plus large écho.

Ces constats ne conduisent pas à minimiser l'impact des nouvelles technologies et des réseaux sociaux sur les acteurs et les sociétés contemporains, ils invitent à décentrer le regard pour le porter sur l'intersection et l'articulation de l'action en ligne et hors ligne, de la participation sur Internet et sur les places publiques.

DES RESEAUX SOCIAUX AUX PLACES PUBLIQUES

Les révolutions arabes et la vague de mobilisations citoyennes au Brésil ont rapidement été qualifiées de « mouvements Facebook », tant les réseaux sociaux sont apparus comme des espaces privilégiés de mobilisation, de diffusion d'information et d'échange d'expériences. Pourtant, des citoyens ont partout voulu occuper des espaces publics pour réaffirmer leur caractère public et politique, redéployant le sens et le répertoire des « zones autonomes temporaires » (Bey, 1997), des campements alter-activistes (Pleyers, 2010 : 37-88) et des espaces d'expérimentation démocratique. Au point que ces mouvements sont désormais identifiés aux places qu'ils ont occupées : Tahrir au Caire, la Plaza del Sol à Madrid, Syntagma à Athènes, Gezi à Istanbul, « Occupy Wall Street » à New York ou « Occupy Abay » à Moscou.

Dans ces mouvements, l'activisme en ligne a souvent renforcé la mobilisation dans les rues et sur les places, par exemple lorsque la diffusion en ligne d'une manifestation ou des activités d'un

campement Occupy leur donne un plus large écho. Manuel Castells (2012) insiste quant à lui sur l'importance de « l'espace protégé » que constitue Internet face aux régimes autoritaires. Il permet de construire des « réseaux d'indignations » à partir duquel peut s'opérer le passage de l'espace privé et virtuel à l'espace public des places. Cet attrait d'Internet ne se limite pas aux régimes dictatoriaux. Dans des démocraties aussi, les réseaux sociaux facilitent la résonance des indignations et le passage à la protestation publique : « Cela fait longtemps qu'il y a ce mécontentement au Brésil, ce n'est pas nouveau. Mais avant, les gens ne parvenaient pas à s'articuler. Maintenant, ils le font à travers Internet » (Entretien avec une manifestante à Rio, 14/08/2013).

Cependant, s'ils ont multiplié les « connexions » en ligne, ces mouvements ont aussi (re-)connecté de nombreux « activistes en ligne » avec l'espace local des rencontres dans leur quartier et leur ville, rappelant au passage que la massification d'Internet et la mondialisation en général ne mènent surement pas à « la fin des territoires ». En même temps, dans bien des campements Occupy, l'usage des réseaux sociaux était tel que l'expérience subjective des activistes se forgeait à la fois sur la place et en ligne.

L'interaction entre activisme en ligne et sur les places n'est d'ailleurs pas exempte de tensions. Plusieurs ethnographies rapportent des problèmes survenus suite à la mise en cause de décisions prises par des assemblées sur des places par des participants à des groupes de discussion en ligne. Dans leur analyse des interactions sur la place et en ligne dans Occupy London Stock Exchange, l'heure de la prochaine réunion d'un groupe de travail décidée par les participants présents sur la place a ensuite été contestée et modifiée par les participants en ligne, sans que tous ceux qui étaient physiquement présents à la réunion n'aient été consultés ou même informés. Le « clicactivisme » est régulièrement dénoncé par les activistes comme une forme de participation en ligne qui ne se transcrit pas dans la vie réelle et donne l'impression d'une participation tout en n'ayant qu'un impact très limité dans la société (Cardon, 2010 ; Morozov 2013). Paolo Gerbaudo (2012) explique ainsi que, dans les rues du Caire comme à New York, ceux qui occupent les places insistent pour qu'on ne les confonde pas avec « ceux qui commentent et 'aiment' sur Facebook » et se mobilisent pour « faire sortir les gens d'Internet ».

RESEAUX SOCIAUX ET MOUVEMENTS NATIONAUX

Internet permet de dépasser les frontières et de faire le tour du monde en un clic. Nous affranchit-il pour autant de l'espace ? Le contrôle d'Internet et des réseaux sociaux en Chine nous rappelle que la toile ne permet pas toujours d'échapper au territoire. Depuis que les espoirs suscités par les mouvements démocratiques ont cédé le pas à des régimes autoritaires, la répression s'abat sur les bloggeurs et cyber-activistes qui osent critiquer le gouvernement en Egypte ou en Turquie. Partout les Etats cherchent à davantage contrôler la toile.

Paradoxalement, les réseaux sociaux participent souvent à « nationaliser » une mobilisation ou une vague d'opinion plutôt qu'à l'internationaliser. L'usage massif des réseaux sociaux a par exemple contribué à la création des campements d'indignés dans toutes les villes d'Espagne de plus de 30.000 habitants (Feixa et Nofre, 2013), établissant le caractère national d'un mouvement dans un pays pourtant marqué par des courants régionalistes. Le parti Podemos, partiellement issu du mouvement des indignés est d'ailleurs lui aussi un parti national qui propose un projet plus fédéral mais dans le cadre d'un Etat espagnol. Au Mexique, les étudiants du mouvement « #YoSoy132 » se sont mobilisés contre le soutien des deux grands groupes de télévision à l'un des candidats aux élections présidentielles de 2012. Parti d'une action dans une université de Mexico, ce mouvement a immédiatement trouvé un large écho grâce à une vidéo postée sur YouTube et aux réseaux sociaux. Cet engouement en ligne a conduit à des manifestations dans les capitales des 32 états de la fédération, alors que jusque-là, rares étaient les mobilisations qui touchaient à la fois le Nord et le Sud du pays. De même, au Brésil (Fernandes et Freitas Roseno, 2013), le recours massif aux réseaux sociaux par les activistes coexiste avec la revendication du caractère national des mobilisations. En

Europe, la dynamique des Forums Sociaux continentaux s'est épuisée au profit de la multiplication de mouvements nationaux contre les politiques d'austérité. Si les mouvements des années 2010 partagent certaines dimensions globales, la massification d'Internet et de son usage par les activistes n'a donc pas été de pair avec la disparition des actions et mouvements à l'échelle nationale au profit des mouvements globaux. Elle est au contraire concomitante à un renforcement des dimensions nationales de la plupart des mobilisations citoyennes.

Ce constat ne se limite pas aux mouvements progressistes. Il vaut tout autant, sinon plus, pour les mobilisations nettement moins progressistes. Parmi les près de 1,8 millions de « Like » sur la page Facebook de soutien à un bijoutier de Nice qui a tué l'un des braqueurs dans sa fuite, 96% sont français¹. S'il y a indéniablement une barrière linguistique, la seule réalité du net ne suffit pas à expliquer pourquoi on est bien plus susceptible de soutenir cette page Facebook si l'on vit en France, au Québec ou en Suisse francophone : l'identité et l'espace médiatique restent profondément ancrés dans un cadre national et c'est à cette aune que sont perçus les événements.

RESEAUX SOCIAUX ET MASS MEDIA

Dominique Cardon et Fabien Granjon (2010) soulignent le rôle considérable d'Internet dans « la redéfinition des manières de produire de l'information et de critiquer à la fois la façon dont elle est fabriquée et la représentation du monde qu'elle prétend imposer ». L'influence des mass media est en partie contrée par la multiplication des blogs, micro-blogs et autres canaux d'information alternative. Mais ces derniers ne remplacent pas les mass media, ils s'articulent avec eux. Gustavo Cardoso (2012) rappelle que notre paysage médiatique n'est pas dominé par Internet mais par la superposition et l'articulation de différents media. Pour comprendre les mouvements contemporains et leur usage des nouvelles technologies de l'information et de la communication, nous devons dès lors intégrer à l'analyse non seulement le rôle des media classiques, mais aussi leurs interactions avec les nouveaux media.

Cette relation entre media alternatifs et mass media prend la forme d'une confrontation. Les médias alternatifs et les réseaux sociaux ouvrent des espaces d'information alternative qui dénoncent la collusion entre les principaux mass media et les élites économiques. En Russie, les manifestants ont rebaptisé la télévision « la boîte pour les zombies » et dénoncent le contrôle de l'information qui est diffusée par les proches du pouvoir. Au Mexique, les manifestations du mouvement étudiant pour la démocratie #YoSoy132 ne se dirigeaient pas vers la place de la constitution et le palais présidentiel (comme presque toutes les manifestations à Mexico), mais vers le siège du principal consortium médiatique (Televisa), dont ils dénonçaient l'information partisane en faveur de l'un des candidats, futur vainqueur des élections présidentielles. De même, au Brésil, de nombreux activistes dénonçaient la manière dont les journalistes du consortium médiatique « Globo » couvraient les manifestations et plus généralement ses accointances avec les pouvoirs économiques. Des manifestations et des actions de protestation ont ensuite été régulièrement organisées devant le siège de « Globo », à Sao Paulo.

Pour les mouvements du début des années 2010, l'interaction entre réseaux sociaux et certains media de masse a aussi souvent été dans le sens d'une amplification de certains messages de ces derniers. Davantage que l'activisme en ligne et les tweets, c'est l'articulation entre les réseaux sociaux et les media de masse qui a permis à l'information venue des mouvements de toucher une grande partie de la population. Des activistes égyptiens ont posté sur la toile des dizaines de courtes vidéos de la répression et d'exactions policières, mais c'est lorsqu'elles ont été reprises par la chaîne de télévision Al-Jazeera que ces images ont été massivement diffusées et ont touché les populations des banlieues du Caire (Mason, 2011). Les revendications des quelques milliers d'activistes mobilisés

¹ Origine des fans de la page Facebook « Soutien au bijoutier de Nice » au 14 septembre 2013 à 9h00, <http://feed.krds.fr/post/61295117159/la-realite-sur-les-likes-de-la-page-soutien-au>

à New York et les quatre cents campeurs d'Occupy London Stock Exchange ont trouvé un relais jusque dans les éditoriaux du Financial Times (21 novembre 2011) et de The Economist (26 novembre 2011). Même certains grands titres de la presse chinoise se font le relais de causes exprimées sur les réseaux sociaux : « Le circuit des recours administratifs ne crée aucun buzz. Mais dès que j'ai posté l'annonce de cette procédure sur mon compte Weibo des media chinois s'en sont emparés »² explique un activiste contre le nucléaire. Les media alternatifs permettent de faire rapidement remonter l'information jusqu'aux grands media traditionnels, qui en retour donnent une plus grande diffusion et une légitimité à cette information. Par ailleurs, la frontière entre mass media et media participatifs est devenue ténue. Les grands media cherchent à interagir avec les réseaux sociaux des activistes, notamment en encourageant des observateurs ou les activistes eux-mêmes à contribuer à l'information en postant directement des news, des images ou des opinions pour leurs sites de couverture médiatique en continu (Bennett et Segerberg, 2012). A l'inverse, les enquêtes et informations des mass media alimentent également les réseaux sociaux et sites militants. Le mouvement mexicain #YoSoy132 a par exemple massivement diffusé les résultats de l'enquête d'un journaliste du Guardian³ qui a révélé des documents détaillant la vente par Televisa, le principal groupe de télévision mexicain, d'une couverture médiatique favorable à celui qui allait devenir président du Mexique.

ENTRE LA VIE QUOTIDIENNE ET L'ENGAGEMENT

La séparation analytique entre l'activisme « en ligne » et « hors ligne » renvoie à une autre fausse dichotomie, plus profonde, celle qui sépare la vie quotidienne et la politique. La participation politique est souvent pensée à partir d'analyses d'un espace public déconnecté de la vie quotidienne (et dont Internet fait désormais partie), comme si seules comptaient les actions qui trouvaient un écho dans la politique institutionnelle et les mass media. Expérience personnelle et expression de soi y sont partie intégrante d'un engagement qui « ne réclame plus de 'sortir de soi', comme le supposait la figure du militant prêt à sacrifier sa vie privée pour se dévouer à l'intérêt général » (Cardon, 2010 :72). Cette séparation entre le monde de la vie et celui de la citoyenneté est également remise en cause par les formes expressives d'engagement, très présentes dans les mouvements contemporains (Pleyers 2010). Amitié et engagement sont liés dans la diffusion virale de l'information alternative, l'expérience militante et les campements des indignés.

Or s'il est un média qui mêle vie privée et engagement public et offre une plateforme à cet individualisme expressif, ce sont les réseaux sociaux. Sur les pages Facebook, ou de son équivalent russe Vkontakte, des jeunes investis dans les mobilisations au Brésil ou à Moscou, les photos des exactions policières contre des manifestants suivent celles des soirées entre amis, les opinions sur la démocratie au Brésil les messages personnels. C'est sans doute l'une des raisons pour lesquelles les citoyens mobilisés ont bien davantage investi Twitter, Facebook⁴ et leurs déclinaisons nationales que les logiciels libres (et très performants) créés par des militants-informaticiens chevronnés pour faciliter l'organisation des mouvements, la diffusion des informations ou la tenue d'assemblées virtuelles et participatives.

L'analyse des mouvements contemporains doit dès lors prendre en compte les logiques de l'action collective et celles de l'« action connective » mais aussi (et surtout) leurs interactions. Cela conduit à une grande prudence face aux excès du déterminisme technologique qui tend à voir le monde depuis Internet ou de l'idée qu'Internet est pétri d'une culture ouverte et démocratique qui finira forcément par contaminer et par transformer le monde réel.

² Gabriel Grésillon, « Nucléaire : quand le peuple de Chine se rebiffe », Les Échos, 26 juin 2012, p. 8.

³ Jo Tuckman, « Computer files link TV dirty tricks to favourite for Mexico presidency », The Guardian, 07/06/2012.

⁴ Facebook et Twitter ont été très utilisés lors de la première révolution égyptienne (Gerbaudo, 2012). L'effet mobilisateur de la page Facebook « Nous sommes tous Khaled Said » a fait l'objet de nombreux témoignages (Ghonim, 2012 ; Olesen, 2013).

C'est dans l'articulation et la fertilisation réciproque entre la vie quotidienne et le politique, entre le monde d'Internet et celui des places publiques, entre les réseaux sociaux et la convivialité des espaces militants qu'émergent des subjectivités politiques, de nouvelles formes de citoyenneté et les acteurs des mouvements sociaux d'aujourd'hui.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Bennett, Lance, Segerberg Alexandra (2012) The logic of connective action, *Information, Communication & Society*, 15:5, 739-768.
- Bey, Hakim (1997) TAZ. Zone Autonome Temporaire, Paris: L'éclat.
- Cardon, Dominique (2010) La démocratie Internet, Paris: Seuil.
- Cardon, Dominique, Granjon Fabien. (2010) Les médiactivistes, Paris: Presses de Sciences Po.
- Cardoso, G. (2012) « Networked life world: four dimensions of the cultures of networked belonging, *Observatorio*, 197-205.
- Castells, Manuel (2012) Networks of outrage and hope, Cambridge: Polity.
- Feixa, Carles, Nofre Jordi, dir. (2013) #GeneraciónIndignada. Topias y Utopias del 15M, Lleida: Milenio.
- Fernandes, Edson, Freitas Roseno Ricardo (2013) Protesta Brasil. Das redes sociais as manifestações de rua, Sao Paulo:PrataGerbaudo Paolo (2012) The tweets and the streets, London: Pluto.
- Ghonim, W. (2012) Revolution 2.0 The Power of the People Is Greater Than the People in Power, London: Fourth Estate.
- Mason, Paul (2011) Why It's Kicking Off Everywhere: The New Global Revolutions. London: Verso.
- Morozov, Evgeny (2013) Click here to save the world, London: Penguin.
- Olesen, Thomas (2013) Global Injustice Symbols and Social Movements, London: Palgrave.
- Pleyers, Geoffrey (2010) Alter-Globalization. Becoming Actors in the Global Age, Cambridge: Polity.
- Pleyers, Geoffrey, Glasius Marlies (2013) « La résonance des "mouvements de 2011" : connexions, émotions, valeurs », *Socio Vol.* 1(2).